ASSEMBLÉE NATIONALE

4 juin 2018

LUTTE RODÉOS MOTORISÉS - (N° 995)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 19

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Au troisième alinéa de l'article L. 325-1 du code de la route, après le mot : « indispensables », sont insérés les mots : « à leur identification via une plaque d'immatriculation conforme ou ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le défaut d'immatriculation complique singulièrement la tâche des forces de l'ordre qui luttent au quotidien contre les rodéos urbains. Permettre au maire ou à l'officier de police judiciaire territorialement compétent, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, dans le cadre de la loi, d'immobiliser, de mettre en fourrière, de retirer de la circulation et, le cas échéant, d'aliéner ou de livrer à la destruction ces engins aura un réel effet dissuasif.